



M. Cyril Piquemal, Consul général de France à Barcelone
M. Dominique Duthel, Proviseur du Lycée Français de Barcelone
M. Didier Mathieux, Directeur administratif et financier du Lycée Français de Barcelone
Mme Anne Louyot, Conseillère de Coopération et d'Action culturelle
Mme. Guylène Esnault, Conseillère Culturelle adjointe
M. Olivier Brochet, Directeur de l'AEFE

Barcelone, 31 mars 2020

Objet : Demande de mesures économiques liées à la situation du COVID 19

Mesdames, Messieurs,

Avant tout, nous tenons à féliciter et remercier tous les intervenants de la communauté éducative, administration, professeurs et parents pour les efforts immenses qu'ils font pour relever le défi mondial auquel nous faisons face. Cette situation démontre bien à quel point l'existence de notre établissement ne peut se concevoir sans une collaboration commune de tous ses acteurs.

L'engagement exemplaire, de toutes et tous, a permis de maintenir jusqu'à présent une continuité de l'enseignement. Cependant, la crise a aussi démontré la limite de l'enseignement à distance, soulignant un manque d'homogénéité dû à la difficulté à concilier « liberté pédagogique » avec les moyens actuels. Situation compliquée aussi par les conditions d'apprentissage inégales d'une famille à l'autre : en termes de disponibilité des parents (télétravail ou pas, fratrie à gérer, membres de la famille malades, entre autres), langues parlées à la maison, cadre de travail (espace pour s'isoler, ordinateurs disponibles, existence d'une imprimante, accès au wifi, etc). C'est donc avec un énorme effort de la part des enseignants et des parents que cette continuité pédagogique est assurée, même si celle-ci est inégale d'un enfant à l'autre.

De plus, il nous paraît pertinent de souligner d'autres aspects auxquels les familles doivent faire face. Il nous paraît juste de souligner les surcoûts importants assumés par les parents en termes de moyens mis en œuvre avec le travail à distance (ordinateur, impression, connexion), de coût horaire pour assurer une permanence et accompagnement des enfants allant de quatre à six heures par jour. Ces difficultés, qui varient selon le nombre d'enfants de la famille, entraînent obligatoirement une perte d'activité professionnelle pour les parents...quand ils ont encore la chance de pouvoir la maintenir. Ces situations sont de plus en cours de « durcissement » dans la mesure où les familles sont également exposées au virus, à la réduction/fermeture de leur activité et malheureusement à la perte d'emploi. Ainsi, le maintien des conditions de frais de scolarité en l'état, comme si de rien n'était, ne fera qu'exposer l'établissement à la vulnérabilité des familles, au risque d'enregistrer des départs massifs lors de la prochaine rentrée. Il est important, en ces temps inédits, de montrer aux familles la solidarité qu'elles-mêmes ont démontré ces dernières années en assumant de larges augmentations de frais de scolarité pour financer entre autres les grands projets immobiliers de l'établissement.

Et c'est à l'écoute des parents et des propositions des uns et des autres, que nous, l'ALI, proposons les mesures économiques suivantes comme soutien à l'établissement et aux familles qui nous ont interpellés. De plus, il nous paraît très important que les mesures ne fassent pas abstraction de la condition des familles non-françaises, qui composent la majeure partie des effectifs de l'établissement. Nous rappelons que sans familles, françaises ou non-françaises, il n'y a pas d'élèves, et sans élèves il n'y a malheureusement pas d'école.

Mesures à court terme à titre d'urgence

1. Aide de l'État français par la **mise en place de bourses exceptionnelles** pour les citoyens français
2. Aide de l'AEFE à travers une **contribution à la caisse de solidarité de l'établissement** (donation qui pourra être complétée par celles d'autres parents qui seraient dans la mesure de le faire) pour les familles non-françaises
3. **Exonération d'un pourcentage des frais de scolarité du troisième trimestre**
4. **Échelonnement des paiements** des frais de scolarité du troisième trimestre et ceux de l'année prochaine (détails du dispositif à définir par le DAF). De plus, des mesures au cas par cas seront nécessaires, afin de permettre aux plus touchés, de continuer le projet éducatif de leurs enfants, dans lequel ils ont déjà tant investi pendant des années.
5. **Remboursement des avances sur les voyages déjà versées.**
6. **Remboursement des frais de cantine** depuis l'implantation de l'école à distance.
7. **Aide** de l'État français, via l'AEFE **pour maintenir les équilibres financiers de l'établissement**, avec par exemple une réduction de la participation à la rémunération des résidents (PRR) et la participation financière complémentaire (PFC).
8. Priorisation des **investissements** en matière d'analyse, de développement et d'acquisition d'équipement et de solution de travail collaboratif et **d'enseignement à distance** ; tout en développant et mettant en œuvre des cursus de **formation** des enseignants pour la dématérialisation et l'usage des technologies numériques.

Mesures à moyen terme

En tenant compte des effets de la crise actuelle, il nous paraît important d'envisager de redéfinir les priorités quant à la prochaine rentrée scolaire, en espérant que d'ici là les conditions de santé et d'activités se soient améliorées.

1. **Suppression des augmentations de frais de scolarité énoncées** ; les parents et familles ne seront pas en capacité d'honorer d'engagements supplémentaires, au vu des difficultés qui prendront certainement du temps avant de s'atténuer ;
2. **Moratoire sur les programmes d'investissement non-essentiels et non encore entamés.**

C'est avec ces propositions de mesures à court et moyen terme que nous espérons que cette crise sera l'occasion de parfaire les approches et permettra à tous de prouver la valeur de notre établissement, dans la solidarité et le partage des difficultés. Il est temps que l'établissement accompagne toutes les familles avec des mesures économiques fortes et courageuses, à la hauteur de la crise actuelle.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Mesdames et Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Sabri KHELIF Président de l'ALI, en représentation des familles du Lycée Français de Barcelone



M. Cyril Piquemal, Consul général de France à Barcelone
M. Dominique Duthel, Proviseur du Lycée Français de Barcelone
M. Didier Mathieux, Directeur administratif et financier du Lycée Français de Barcelone
Mme Anne Louyot, Conseillère de Coopération et d'Action culturelle
Mme. Guylène Esnault, Conseillère Culturelle adjointe
M. Olivier Brochet, Directeur de l'AEFE

Barcelona, 31 de marzo de 2020

Asunto: Solicitud de medidas económicas vinculadas a la situación del COVID 19

Estimados/as:

Antes de nada, queremos felicitar y agradecer a todos los miembros de la comunidad educativa, la administración, los profesores y los padres por los inmensos esfuerzos que están llevando a cabo para hacer frente al desafío global al que nos estamos enfrentando. Esta situación demuestra claramente hasta qué punto la existencia de nuestra institución no puede concebirse sin una estrecha colaboración de todos sus actores.

El compromiso ejemplar de todos ha posibilitado, hasta ahora, una continuidad de la enseñanza. Sin embargo, la crisis también ha demostrado el límite de la educación a distancia, destacando la falta de homogeneidad debido a la dificultad de conciliar la "libertad educativa" con los medios actuales.

Esta situación también se complica por las desiguales condiciones de aprendizaje de una familia a otra: en términos de disponibilidad de los padres (teletrabajo o no, hermanos de los que ocuparse, familiares enfermos, entre otros), idiomas hablados en casa, y condiciones de estudio (espacio para aislarse, ordenadores disponibles, existencia de una impresora, acceso a wifi, etc.). Por lo tanto, es con un enorme esfuerzo por parte de los profesores y de los padres que esta continuidad pedagógica está siendo asegurada, aunque lamentablemente de manera desigual de un niño a otro.

Nos parece además relevante destacar otros aspectos a los que se enfrentan las familias. Nos parece justo señalar los importantes costes adicionales que soportan los padres en cuanto a los medios utilizados para la educación a distancia (ordenador, impresión, conexión), a la dedicación en tiempo para garantizar una presencia y ayuda a cada hijo que supone entre cuatro y seis horas diarias. Estas dificultades, que varían en función del número de hijos de la familia, se traducen necesariamente en una pérdida de actividad profesional para los padres...en el caso de que tengan la suerte de poder mantener su trabajo actual. Las situaciones se están "endureciendo", en la medida en que las familias también se enfrentan a la exposición al virus, a la reducción/cierre de sus actividades y, lamentablemente, a la pérdida de empleo. Por todo ello, mantener los gastos de escolaridad actuales, como si nada estuviera pasando, lo único que haría es aumentar la vulnerabilidad de las familias, con el riesgo de provocar salidas masivas el próximo curso escolar. Es importante en estos inéditos tiempos mostrar a las familias la solidaridad de la que ellas han hecho gala en los últimos años al asumir

importantes aumentos en las tasas de escolaridad para financiar, entre otros, grandes proyectos inmobiliarios del centro.

Y es, tras escuchar las propuestas de los padres, que nosotros, desde la ALI, proponemos las siguientes medidas económicas como apoyo al liceo y a las familias que nos han contactado. Además, creemos que es muy importante que las medidas no ignoren la condición de las familias no francesas, que constituyen la mayor parte de los usuarios de nuestro centro. Recordamos que sin familias, francesas o no francesas, no hay alumnos, y sin alumnos desafortunadamente no hay colegio.

Medidas urgentes a corto plazo

1. Ayuda del Estado Francés mediante la **creación de becas excepcionales** para ciudadanos franceses
2. Ayuda de la AEFÉ a través de una **contribución a la caja de solidaridad del colegio** (donación que podrá complementarse con las de otros padres que se encuentran en la medida de hacerlo) para las familias no francesas
3. **% Exención de gastos de escolaridad del tercer trimestre**
4. **Pagos de gastos de escolaridad escalonados** del tercer trimestre y del próximo año (detalles de la medida a definir por el DAF). Se necesitarán además medidas individualizadas para permitir que los más afectados continúen el proyecto educativo de sus hijos, en el que tanto han invertido durante años.
5. **Reembolso de anticipos de viajes escolares ya pagados.**
6. **Reembolso de los gastos de comedor** desde la puesta en marcha de la escuela a distancia.
7. **Ayudas** del Estado Francés, a través de la AEFÉ, para **mantener el equilibrio financiero del centro** con, por ejemplo, una reducción de la participación en la remuneración de los residentes (PRR) y la participación financiera adicional (PFC).
8. Priorizar **inversiones** en análisis, desarrollo y adquisición de equipos y soluciones de trabajo colaborativo y **educación a distancia**; a la vez que se desarrollan e implementan cursos de **formación** de profesores para la impartición a distancia y el uso de las tecnologías digitales.

Medidas a medio plazo

Teniendo en cuenta los efectos de la crisis actual, creemos que es importante considerar la posibilidad de redefinir las prioridades para el próximo año escolar, con la esperanza de que para entonces las condiciones de salud y actividad hayan mejorado.

1. **Anular los aumentos de los gastos de escolaridad anunciados.** Los padres y las familias no podrán comprometerse a asumir gastos adicionales, y las dificultades que tienen llevarán su tiempo en mejorarse.
2. **Moratoria de los programas de inversión no esenciales y aún no iniciados.**

Gracias a estas medidas a corto y medio plazo creemos que esta crisis puede ser una oportunidad para perfeccionar la forma de enfocar las cosas y permitir que todos y cada uno demos el valor de nuestro centro, en solidaridad y compartiendo las dificultades. Es hora de que el Liceo acompañe a todas las familias con medidas económicas contundentes y valientes, a la altura de la crisis actual.

A la espera de su respuesta, por favor acepten, la expresión de nuestros distinguidos saludos.

Sabri KHELIF President de la ALI, en representación de las familias del Liceo Francés de Barcelona